

ANARCHISME ET JUDAÏSME DANS LE MOUVEMENT LIBERTAIRE RÉFLEXIONS SUR QUELQUES ITINÉRAIRES

(Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à reproduire cet article. Y.C.)

Les relations entre judaïsme et anarchisme sont complexes. L'affirmation de la judéité de nombre de militants n'est pas sans poser des problèmes aux autres militants. Son ambiguïté a été illustrée par Arnold Mandel. Membre de l'Union anarchiste au milieu des années trente, il est devenu spécialiste des questions religieuses.

Quarante ans plus tard, en écrivant ses mémoires, il témoigne de cette équivoque : « Le monde à part des anarchistes, ce monde de “nous autres” me faisait penser au milieu juif archaïque à cause de certaines similitudes. [...] J'ai retrouvé dans ce milieu des vertus qui avaient eu cours dans la vie ghettoïque. [...] Les copains juifs – il y en avait quelques autres à part moi – étaient considérés exactement comme les autres. Leur origine ethnique ou religieuse était dénuée d'importance. Si on y attachait une quelconque signification, on risquait de se heurter à l'incompréhension et à la réprobation. [...] Je proposais aux camarades de leur parler du sionisme dont, Juifs y compris, ils ignoraient tout. [...] Je n'étais pas sioniste au sens de la doctrine herzlienne [...] j'étais antiétatique. [...] Pour eux] le nationalisme juif était le choix de l'absurde [...]. Critiqué, je ne fus pas réellement blâmé. Les anarchistes ne demandaient à personne d'être dans la “ligne”. Je pouvais donc continuer à chérir le sionisme [...]. La grande et belle liberté d'esprit des anars me plaisait, mais leur fondamentale incompréhension de l'être juif [...] m'éloignait déjà d'eux [...]. Les copains étaient non seulement gentils mais vraiment fraternels, solidaires et

prévenants [mais] me rétrécissaient et me niaient mon essentielle identité. ¹ »

Cette description souligne l'ambivalence des relations entre judéité et anarchisme. Comment peut-on s'affirmer le particularisme dans un mouvement qui semble *a priori* tolérant ? Comment les libertaires réagissent-ils à cette affirmation alors que ce mouvement prône comme principe fondateur l'universalisme ? Quelle est dès lors la réponse des militants concernés et comment concilient-ils leur engagement avec les déclarations des autres militants ? Comment s'articule dès lors ce va-et-vient ? L'examen de quelques itinéraires militants autorise quelques pistes de recherche ². Pour ce faire, il convient de distinguer plusieurs étapes : la phase d'assimilation, puis celle de l'affirmation identitaire, pour analyser les raisons de cette conflictualité.

La phase assimilationniste.

Cette étape semble la plus difficile à cerner puisque rien, dans ce cas, ne distingue un militant libertaire d'un autre. Le discours est identique, peu de choses permettent de saisir une quelconque spécificité. L'ensemble des militants retenus possèdent les mêmes caractères et, s'ils s'inscrivent dans une culture spécifique, c'est celle dont est porteur le projet libertaire. Nous avons choisi de

¹ Arnold Mandel, *Nous autres Juifs*, Paris, Hachette, 1978, pp. 78-86.

² Nous avons exclu de cette étude la réaction des groupes juifs libertaires d'expression yiddish, l'étude de leur presse méritant une analyse spécifique.

retenir des groupes militants qui symbolisent à la fois des parcours, des époques et des processus distincts.

La première génération est composée des premiers dreyfusards. Elle est incarnée par Bernard Lazare et Henri Dhorr. Leur parcours est significatif des processus d'assimilation. Henri Dhorr, de son vrai nom Lucien Weil³, est né le 10 novembre 1865 à Bruxelles ; représentant de commerce, il a été de 1889 à 1894, le gérant du *Père Peinard*, le journal d'Émile Pouget⁴. Rien dans ses articles ne laisse supposer son identité, puisqu'il signe de son nouveau nom. De même Lazare Marcus Manassé Bernard devient Bernard Lazare, lorsqu'il prend la plume. Dans les premières années de sa vie, il n'affiche pas d'appartenance particulière et se définit comme un « mécréant infidèle ». Sans développer ici l'itinéraire de Bernard Lazare⁵, qui est pour l'essentiel connu, il est même possible de constater qu'il a cherché à se fondre dans les groupes des poètes symbolistes et dans le mouvement libertaire composé par ces avant-gardes artistiques.

Le deuxième groupe est incarné par la génération des exilés : Samuel Schwartzbard, Ida Mett, Nicolas Tchorbadiéff et Jacques Doubinsky. Ils sont tous quatre intégrés au mouvement libertaire en France. Samuel Schwartzbard⁶, né en Bessarabie en 1886, est arrivé en France après la Révolution de 1905. Selon certains témoignages⁷, il a suivi les

conseils de Pierre Kropotkine et s'est engagé comme volontaire dans la Légion étrangère au début de la Première Guerre mondiale. S'il participe au groupe libertaire juif de Paris dans les années vingt, il est aussi lié aux autres militants comme en témoigne May Picqueray⁸, qui signale qu'il déjeunait avec elle, Mollie Steimer et Senya Flechine, lorsqu'il reconnut Simon Petlioura, responsable de pogroms en Ukraine, qu'il assassina le 25 mai 1926. Ida Mett⁹ a un parcours similaire: née en Russie en 1901, elle est expulsée d'Union soviétique en 1924 et arrive en France en 1925. Elle se mêle aux activités du groupe anarchiste russe Dielo Trouda, animé entre autres par Nestor Makhno, Piotr Archinoff et Voline. Elle n'affiche pas apparemment de relation particulière au judaïsme.

Jacques Doubinsky¹⁰ est né à Odessa en 1889. Il quitte la Russie pour la Bulgarie en 1921 après avoir été condamné par les bolcheviques, puis en 1923, il rejoint la France. Nicolas Tchorbadiéff¹¹, de son vrai nom Jossif Sintoff, est né en Bulgarie en 1900. Après le coup d'État de 1923, il part pour la France. Tous deux militent dans le mouvement libertaire en France. Ils ont également des liens privilégiés avec le mouvement anarchiste juif organisé, leurs compagnes respectives, Rosa Doubinsky et Léa Kamener, animent le groupe anarchiste juif de Paris.

Le troisième groupe est incarné par Voline et Jules Chazoff. S'ils sont contemporains des militants du deuxième groupe, les responsabilités qu'ils ont assumées dans le mouvement libertaire ont été plus importantes. Voline¹², de son vrai nom Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum, est né en Russie en 1882 et s'est lui aussi réfugié en France après avoir été expulsé par les autorités soviétiques. Il a milité dans le mouvement libertaire en s'occupant plus

³ Sur ce point cf. Sylvain Boulouque, « 1899 : un débat sur le sionisme dans le mouvement anarchiste », dans Philippe Oriol, *Bernard Lazare, anarchiste et nationaliste juif*, Paris, Honoré Champion, 1999, pp. 173-180.

⁴ Ces informations sont tirées de la notice Lucien Weil dit Henri Dhorr dans le Jean Maitron (sous la direction de), *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français* (désormais *DBMOF*), vol. 15, 1977, pp. 336-337.

⁵ Voir notamment Philippe Oriol, op. cit.; Nelly Wilson...

⁶ *DBMOF*, vol. 41, 1992, pp. 191-192.

⁷ Témoignage de Nicolas Tchorbadiéff, qui partagea un appartement avec lui, au cours des années vingt.

⁸ May Picqueray, *May la réfractaire*, Atelier Marcel Jullian, 1979, pp. 125-126.

⁹ *DBMOF*, vol. 33, 1988, p. 393.

¹⁰ *DBMOF*, notice Cédérom.

¹¹ *DBMOF*, notice Cédérom.

¹² *DBMOF*, vol 43, 1993, pp. 311-313.

spécialement de la question du communisme. Jules Chazanoff dit Chazoff¹³, né à Paris en 1891, ouvrier électricien puis correcteur, participe sans discontinuer aux activités du mouvement libertaire en France de 1912 à sa mort en 1946.

L'ensemble de ces militants n'ont pas montré, dans un premier temps, d'attachement particulier à leurs origines. Ils sont intégrés au mouvement anarchiste et c'est seulement dans un contexte de crise que des conflits les opposent au reste du mouvement libertaire.

Les phases d'affirmation identitaire.

Il convient de définir quand et comment s'effectue cette phase d'affirmation identitaire et si elle a eu lieu, en analysant leurs prises de position et les réactions du mouvement libertaire.

Le premier conflit est lié aux réactions de Bernard Lazare et d'Henri Dhorr. Bernard Lazare, en prenant la défense du capitaine Dreyfus, affirme son identité juive et l'émancipation possible que représente le sionisme. Pour Lazare, la lutte contre l'antisémitisme occupe la majeure partie de ses pensées, il appelle les Juifs à se souvenir qu'ils ont été des parias, à affirmer leur appartenance. Peu après, Henri Dhorr, qui vient d'organiser, le 19 septembre 1899, le seul meeting de soutien au capitaine Dreyfus du « groupe des prolétaires juifs », écrit donc au plus fort de l'Affaire, un premier article dans *Le Libertaire*, où il affirme son judaïsme, dénonçant les silences qui, dans le mouvement libertaire, entourent l'antisémitisme pour conclure : « C'est mon droit d'être Juif, c'est mon devoir de dire que je le suis¹⁴. » La semaine suivante, Ludovic Malquin, un militant libertaire, lui reproche d'abandonner le mouvement libertaire au profit de ses origines¹⁵. Dhorr lui répond par une nouvelle affirmation de son identité, qu'il renouvelle, une fois encore, dans *Le Journal du peuple*¹⁶ de Sébastien Faure, qui vient d'être créé par l'entremise de Bernard Lazare

avec le soutien financier du Grand Rabbin Zadoc Kahn¹⁷. Lucien Weil et Bernard Lazare se sont détachés progressivement du mouvement libertaire constitué, le premier pour s'occuper de manière exclusive du syndicalisme et le second pour prendre la défense des Juifs opprimés de par le monde, même si tous deux sont restés à la lisière du mouvement. Le conflit traduit l'ambiguïté du mouvement libertaire qui laisse libres les militants d'affirmer leur identité. De plus, si les anarchistes se rangent dans leur immense majorité dans le camp dreyfusard, les raisons diffèrent de celles de Bernard Lazare et Henri Dhorr.

Le deuxième groupe entre en conflit avec le mouvement libertaire à des époques ultérieures. Dans cette génération, les processus de rupture ne sont pas identiques.

Le geste de Samuel Schwartzbard, qui a choisi d'assassiner Simon Petlioura le considérant comme responsable des pogromes en Ukraine, n'a jamais été désapprouvé par le mouvement anarchiste. La presse libertaire a salué son acte comme la revanche des opprimés et une forme de justice sociale¹⁸. Son acte s'inscrit dans une tradition du mouvement anarchiste et ne peut être blâmé. S'il s'est détaché du mouvement libertaire, ce n'est pas à cause d'un conflit quelconque, mais par souci propre de lutter contre l'antisémitisme. L'hommage que lui rend *Le Libertaire* à sa mort est à cet égard significatif : « Nous nous souvenons de son humble petite boutique du boulevard de Ménilmontant, toujours pleine de proscrits venus de tous les points du monde entier chercher un refuge, une aide, un conseil auprès du bon "Schoulim". [...] A sa compagne [...] nous adressons notre vive sympathie fraternelle.¹⁹ »

¹³ *DBMOF*, vol. 22, 1984, pp. 220-221.

¹⁴ *Le Libertaire*, n°6, 2a septembre 1899.

¹⁵ *Le Libertaire*, n°1, 1er octobre 1899

¹⁶ *Le Journal du Peuple*, 31 octobre 1899.

¹⁷ Cf. Philippe Oriol, « Le Comité de défense contre l'antisémitisme : documents nouveaux », *Bulletin de la société internationale d'histoire de l'Affaire Dreyfus*, n°3, 1997, pp. 55-64.

¹⁸ *L'Insurgé*, n°57, 5 juin 1926.

¹⁹ « Schwartzbard, le justifier de Petlioura est mort », *Le Libertaire*, 16 juin 1938.

La rupture d'Ida Mett répond à d'autres modalités. Face à des déclarations hostiles, elle va dénoncer l'antisémitisme dans une des franges du mouvement libertaire. Ida Mett a déjà rencontré une forme de dogmatisme. Elle est exclue du groupe Dielo Trouda pour avoir allumé une bougie à la mort de son père. Cette première rupture traduit une hostilité à l'égard d'une pratique religieuse, cette intolérance s'inscrit dans la tradition antireligieuse de ce mouvement. Mais l'affrontement le plus violent est celui qui oppose en 1938 Ida Mett au « noyau » de *La Révolution prolétarienne*. Cette revue, depuis le milieu des années trente, s'est rapprochée des libertaires. La rupture s'est effectuée en plusieurs temps, suite à la parution de plusieurs articles à tonalité antisémite. Ida Mett écrit aux responsables de la revue et affiche son indignation devant de telles déclarations : « "Alors, toute la presse mondiale qui est aux mains de la finance juive". [...] Quelle honte d'avoir de pareils propos dans les colonnes de la *R.P.* [...] ! En tant qu'internationaliste, j'élève ma protestation contre la souillure des colonnes de la *R.P.* par la peste raciste. » Elle fait suivre sa lettre d'un post-scriptum : « Je proteste également contre la terminologie employée par Louzon dans ces notes sur la Palestine, qui qualifie de colons des juifs qui se sont réfugiés en Palestine en quittant des pays d'où il sont chassés d'une façon abominable. [...] Non, camarade Louzon, ce ne sont pas des colons [...] ce sont des réfugiés venus en Palestine, au même titre qu'ils pouvaient venir en France, par exemple ; ce ne serait pas pour coloniser la France, mais pour y chercher asile. À moins qu'on ne conseille à Hitler de brûler sur un bûcher immense une partie du peuple juif (y compris des milliers de prolétaires), alors la question serait évidemment radicalement liquidée.²⁰ » Cette lettre reste sans réponse. Cependant, la polémique s'enfle, les discussions dans ce micro-milieu allant bon train.

²⁰ Ida Mett, lettre à Maurice Chambelland, sans date [fin octobre 1938]. Archives Mett/Lazarévitch, Institut internationale d'histoire sociale d'Amsterdam.

Ida Mett reprend la plume pour dénoncer à nouveau l'antisémitisme de Pera et de Robert Louzon, le premier ayant tenu des propos ouvertement antisémites devant un certain nombre de témoins : le frère d'Ida Mett, Pat-Isaac Gildman et le philosophe et historien Pierre Pascal. Elle affirme : « Tout cela serait comique (pour un vieux révolutionnaire et internationaliste) si les temps n'étaient pas si tragiques et périlleux. Mais à l'heure actuelle, quand dans le monde sévit un énorme incendie dirigé contre le peuple juif, je pense qu'il est criminel de verser de l'huile sur le feu. [...] Je finis ma lettre en vous disant combien je suis triste de devoir discuter avec des camarades les plus proches sur une question de la haine nationale. Quand j'avais 17-18 ans, au temps des pogromes organisés par les Russes blancs, voyant naître chez les prolétaires juifs des sentiments nationalistes, je disais résolument que l'issue n'est pas dans le nationalisme, mais dans la révolution prolétarienne, dans le triomphe de l'internationalisme. Que faut-il dire maintenant du pogrome qui dévaste l'Europe et peut demain commencer dans les rues de Paris ?²¹ » Ces lettres marquent l'évolution de la pensée d'une militante libertaire qui se trouve confrontée à la réalité devant laquelle l'attente rédemptrice d'un changement social n'est plus possible. Peu après, cette polémique se poursuit et devient publique. *Le Réveil syndicaliste*, organe du Cercle syndicaliste de Lutte de classes, une autre minorité syndicaliste révolutionnaire du Front populaire, publie un article dénonçant l'antisémitisme dans le monde ouvrier : « la velléité des pogromes antijuifs, auxquels n'ont pas omis de participer les super-patriotes staliniens par la voie de *L'Humanité*. Rappelons que c'est dans *L'Humanité* que parut le jour de la mobilisation cette bien curieuse version des incidents de la rue du Temple : les juifs trotskistes sabotent la mobilisation. [...] Nous dénonçons l'article dangereux de Louzon [...] qui est la plus belle élaboration théorique pour justification

²¹ Lettre d'Ida Mett à Busseuil (Finidori), 13 novembre 1938, Archives Mett/Lazarévitch, IIHS.

d'antisémitisme nazi et fasciste en général. [...] Louzon met tous les Juifs, ouvriers et capitalistes, dans le même panier et explique leur façon d'être par l'argument du congénital, à la raciste²² ! » Ida Mett signifie aux militants de *La Révolution prolétarienne* que cet article émane d'un groupe ouvrier juif; elle-même aurait été, selon ses termes, beaucoup plus virulente. La dernière lettre envoyée à *La Révolution prolétarienne* traduit son désespoir ; constatant le silence des autres militants, elle souligne l'attitude généralement ambiguë des militants ouvriers face à l'antisémitisme, prenant pour exemple l'utilisation qu'en 1881 les socialistes-révolutionnaires russes voulaient faire des pogromes. Dans un dernier post-scriptum, Ida Mett rappelle qu'elle a été contactée par Posthumus, l'un des responsables de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, pour une mission auprès de *La Révolution prolétarienne* : « J'ai consenti, car j'avais honte de lui raconter la cause de notre conflit. Par estime pour ce que représentait pour moi la *R. P.* Je ne voulais pas qu'on sache que le motif de rupture est l'antisémitisme, je trouve cela trop dégradant pour une revue prolétarienne.²³ » Cette rupture officieuse est significative: Ida Mett conserve malgré tout une certaine image du monde ouvrier qui, pour elle, demeure porteur d'une possibilité d'évolution sociale. De même, le silence des membres de *La Révolution prolétarienne* traduit, face aux questions soulevées, un désintérêt complet pour certains et une hostilité affichée pour d'autres. Il faut cependant noter qu'Ida Mett a repris occasionnellement, après la Seconde Guerre mondiale, sa collaboration à la revue. Elle n'appartient cependant plus au noyau rédactionnel dont elle avait été membre depuis la fin des années vingt.

Au début des années cinquante, Nicolas Tchorbadiëff et Jacques Doubinsky sont confrontés à des propos analogues ; c'est pour

²² *Le Réveil syndicaliste*, n°28, 13 février 1939.

²³ Lettre d'Ida Mett à Pierre Monatte, 18 février 1939, Archives Mett/Lazarévitch. IHS.

une raison identique qu'ils rompent avec le groupe des anarchistes bulgares en exil qui publie *Notre Route*. En effet, pour les deux hommes les propos antisémites, sous couvert d'antisionisme, tenus par l'un de ses principaux animateurs, Georges Balkansky, sont indignes d'un militant libertaire²⁴. Dès lors, ils se sont repliés sur d'autres activités en animant le groupe libertaire juif de Paris.

Le dernier groupe représente le cas inverse. Voline et Chazoff tiennent dans le mouvement libertaire le discours officiel. Cette théologie d'une révolution à venir qui s'annonce comme devant résoudre l'ensemble des problèmes leur permet d'évacuer tous conflits avec leurs origines. Lorsque ces deux militants y sont confrontés, ils préfèrent l'ignorer ou prendre des positions en adéquation avec celle du mouvement libertaire.

Les différentes tensions qui viennent d'être évoquées posent chacune à leur manière le problème de la relation conflictuelle entre anarchisme et affirmation d'identitaire. Il convient d'essayer d'en cerner les raisons.

Les territoires de la conflictualité.

Ces affrontements avec le reste du mouvement libertaire conduisent certains militants à un abandon temporaire, voire définitif, de certaines formes de militantisme. Les étapes distinguées précédemment permettent de discerner des explications à ce processus : l'affirmation d'une identité qui entre en conflit avec l'universel libertaire, le développement d'un particulier inassimilable et enfin les débats autour du sionisme, qui sont inscrits en filigrane, ces processus étant intimement liés. Ce qui semble d'autant plus surprenant que deux théoriciens du mouvement libertaire, Pierre Kropotkine et le géographe Elisée Reclus, ont au début du XX^e

²⁴ Témoignage de Nicolas Tchorbadiëff et de Claude Doubinsky, le fils de Jacques. Nicolas Tchorbadiëff m'avait demandé de pas le rendre public avant le décès de Balkansky. Pour ma part, j'ai entendu des propos identiques lors d'un entretien avec Georges Balkansky.

siècle pris position en faveur du sionisme naissant.

Les modes d'affirmation d'une identité juive entrent en contradiction avec l'universel libertaire, pour plusieurs raisons. Les polémiques montrent que les libertaires n'admettent pas le statut du judaïsme : peuple/religion, et ne font souvent pas la distinction entre les deux. Qui plus est, puisque l'idéal libertaire préconise l'abolition des frontières, la fin des nations et des religions, il n'existe aucune raison pour que les libertaires soient plus indulgents à l'égard des Juifs que des autres. A cela vient s'ajouter un antijudaïsme et un anticapitalisme qui conduisent certains d'entre eux à utiliser des arguments antisémites. Le deuxième aspect, qui suit immédiatement le premier, est le débat autour des processus d'assimilation et d'affirmation identitaire. La revendication d'une identité provoque dans nombre de cas des phénomènes de rejet, les libertaires y voient dans leur majorité une forme de nationalisme larvé. Lorsque la question du sionisme est soulevée, ce problème prend alors tout son sens. Les débats sont encore plus virulents, puisque le sujet devient tabou, il touche la question de la nation et de l'État, ce qui pour les libertaires est impensable. En fait, les militants qui n'ont, semble-t-il, pas été confrontés à ces débats sont ceux qui ont abandonné leur identité juive ou ont adopté le point de vue majoritaire.

Les termes des polémiques sont souvent identiques. Lorsque Bernard Lazare et Henri Dhorr affirment leur identité et développent l'idée de l'existence d'une nation juive, la réponse majoritaire du mouvement libertaire est de les blâmer. Ainsi le rapport préliminaire au Congrès international anarchiste qui devait se tenir en 1900, paru dans le supplément littéraire des *Temps nouveaux*, rédigé par les Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (ESRI), permet de cerner en quelque sorte la position « officielle » du mouvement. Cette prise de position est une réponse indirecte à Bernard Lazare et Henri Dhorr. Les ESRI dénoncent l'antisémitisme et dans le même temps condamnent l'affirmation de l'identité juive et le sionisme, comme étant une échappatoire

qui ne permet en rien une émancipation complète de l'humanité²⁵. Ce texte devient une référence, puisque les militants qui posent la question du sionisme se voient opposer systématiquement une réponse en des termes identiques. Ainsi, des années plus tard, les banquets organisés par la revue *Plus loin*, où des libertaires de toutes tendances confrontent leurs opinions, aboutissant à deux courants antagonistes : les libertaires proches du sionisme et ceux qui le refusent²⁶. De même en 1938, Jules Chazoff publie dans *Le Libertaire*²⁷ un article sur les massacres en Palestine. Il utilise des arguments analogues à ceux des ESRI: le sionisme n'est pas une solution, il ne résoudra pas les problèmes de l'oppression; l'auteur propose la révolution sociale comme remède salvateur. Dans un second article²⁸, Jules Chazoff mentionne quinze jours après une lettre d'un militant nommé Flach, qui récuse ces arguments et lui dénie le droit d'utiliser le terme « nous » (anarchiste et juif). *Le Libertaire* publie la semaine suivante la réponse du groupe anarchiste juif de Paris qui refuse l'assimilation, rappelant pour ce faire les paroles de Kropotkine sur la spécificité des cultures nationales et le sionisme, et soulignant la richesse du mouvement ouvrier juif en Palestine dont la centrale syndicale Histadrout et les kibboutzim sont l'expression. Ces militants implorant les libertaires d'être attentifs au sort de tous les peuples victimes du fascisme : « Vous qui montrez, à l'égard du vaillant peuple espagnol en lutte contre les hordes du fascisme international, tant de compréhension et de touchante solidarité, penchez-vous aussi sur la grande misère juive, comprenez cette sombre tragédie d'un peuple, de ces milliers d'être humains, traqués en Allemagne, en Pologne, en Roumanie et dans combien de pays encore²⁹ !... » En fait, le groupe anarchiste juif intervient de manière spécifique, même si

²⁵ “ Antisémitisme et sionisme ”, *Les Temps Nouveaux*, 1900.

²⁶ *Plus loin*, n°111, juillet 1934

²⁷ *Le Libertaire*, n°615, 18 août 1938.

²⁸ *Le Libertaire*, n°617, 1^{er} septembre 1938.

²⁹ *Le Libertaire* n°618, 8 septembre 1938.

beaucoup de ses membres appartiennent au mouvement libertaire³⁰.

Après la Seconde Guerre mondiale, les débats reprennent de manière similaire, à une nuance de taille près, la naissance de l'État d'Israël. Selon les témoignages, les Juifs libertaires affichent une sympathie pour le jeune État. Le mouvement libertaire a dans son ensemble évolué. En effet, la fascination pour les kibboutzim et le syndicalisme israélien permet aux libertaires de reconnaître *de facto* l'existence d'Israël. Les évolutions de la société israélienne et les conflits avec les pays voisins ont, par la suite, modifié la vision des libertaires. Et les débats qui s'ensuivent donnent des réponses identiques aux débats de l'entre-deux-guerres³¹.

Si ces militants restent libertaires, il n'en demeure pas moins que les conflits et les attaques dont ils ont été l'objet les ont éloignés du mouvement libertaire organisé, voire de l'anarchisme dans le cas de certaines personnes.

Le témoignage d'Arnold Mandel représente partiellement les sentiments que pouvaient ressentir les militants juifs dans le mouvement anarchiste. Les anarchistes, de manière générale, ne se sont pas sentis concernés par le judaïsme. Il est possible d'examiner plusieurs raisons. L'incompréhension du phénomène national, la difficile distinction entre la religion et le peuple, la conflictualité entre l'universalisme libertaire et l'appartenance culturelle et nationalitaire. Les libertaires ont tendance à la gommer, voire à la nier. Si elle est définitivement enfouie dans la dimension universaliste, qui gomme toutes les différences, elle peut parfois réapparaître à certaines périodes et devient alors point de rupture. Derrière cette forme d'universalisme, n'y aurait-il pas un jacobinisme dissimulé, ce qui peut sembler de prime abord étonnant

pour la pensée libertaire ? Il existe également une autre raison, inhérente aux conceptions de l'anarchisme. Ce mouvement est composé de plusieurs courants qui s'opposent ou se superposent. Le premier est majoritaire, il se définit en fonction du but à atteindre et se refuse à voir d'autres issues que la révolution émancipatrice. Le second est minoritaire, plus réformiste ; il veut améliorer au quotidien les conditions d'existence de chaque groupe humain et par conséquent prend en compte l'ensemble de leurs revendications.

Sylvain Boulouque

³⁰ Entretiens avec Nicolas Tchobadieff, 1993-1996. Cf. S. Boulouque, "Nicolas Tchobadieff", *Gavroche*, n° 79, janvier-février 1995.

³¹ Cf. S. Boulouque, "Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël", *Gavroche*, n°101, septembre 1998, pp. 15-18.

Rudolf De Jong

Le débat anarchiste sur l'antisémitisme

(Cet article a été publié en italien dans l'ouvrage *L'anarchico e l'ebreo, storia di un incontro*, textes rassemblés et présentés par Amedeo Bertolo, Elèuthera, Milan, 2001. Nous remercions l'auteur et l'éditeur de nous avoir autorisés à le reproduire. Une version plus longue existe en néerlandais dans la revue *De AS* n° 138-139, été 2002. Y.C.)

L'essayiste Max Nomad a écrit un ouvrage contre l'antisémitisme, *The Jewish Conspiracy*. Le vrai nom de Nomad était Max Nacht. Il était d'origine juive, né dans la Galicie autrichienne et – comme tant d'autres dans cette région – il avait été un anarchiste convaincu durant la Belle Époque de l'anarchie avant 1914. Après la Première Guerre mondiale il a vécu – comme tant d'autres – aux États-Unis, où il a pris ses distances avec le monde libertaire. Il était devenu un sceptique, comme il a dit lui-même, ou un cynique, comme disent les autres, et il avait pris le nom de Max Nomad (*no mad*, pas fou), peut-être pour indiquer qu'il avait perdu la foi en l'anarchisme et en toutes les idéologies.

Dans le livre de Nomad, on trouve le dialogue suivant:

- Les causes de toutes nos malheurs, ce sont les Juifs!
- Mais non, les cyclistes!
- Pourquoi les cyclistes?
- Pourquoi les Juifs?

À mon avis, ici se termine tout débat sur l'antisémitisme, libertaire ou non libertaire. Néanmoins, il y a encore des choses à dire sur anarchisme et sionisme, et sur le conflit Israël-Palestine.

Commençons par quelques définitions

Qu'est-ce que l'anarchisme? Chaque libertaire a sa propre définition. Je vous donne

la mienne : « le rêve d'une société sans domination et les tentatives de réaliser ce rêve sur tous les terrains de la vie humaine et de la société ». Ensuite, qu'est-ce que un Juif ? Les dictionnaires parlent toujours de « croyant d'une religion monothéiste ». Pour moi, un Juif est « chaque personne qui considère une partie de la culture ou de la tradition juive comme un aspect de son identité ».

J'ai utilisé les mots « partie » et « aspect ». Je veux dire par là que l'aspect juif de l'identité pourra être très important ou peu important selon les gens, avec beaucoup de nuances. Remarquez aussi que je n'ai pas parlé de la religion; on peut faire entrer la religion dans « culture et tradition juive », mais cela n'est pas nécessaire; dans la réalité de la vie, il y a des Juifs croyants et des Juifs libres penseurs. Ma définition ouvre aussi la possibilité pour des gens d'origine non juive de se considérer comme Juifs.

La définition que j'ai donné est subjective: « être Juif », et dans quel sens, ce doit être la décision consciente de l'individu lui-même.

L'anarchiste Gustav Landauer, Allemand et Juif d'origine, a illustré sa position et son identité de la manière suivante: Je suis Juif. Je suis Allemand. Je suis Allemand du Sud. Mais je ne suis pas un Juif allemand, ni un Allemand juif. Parce que, quand je dis « Juif allemand » ou « Allemand juif », je limite ma personnalité. Un « Juif allemand », c'est un Juif spécifique, et un Allemand juif, c'est un Allemand spécifique. En disant Juif *et* Allemand, on se ne limite pas, au contraire on

ajoute quelque chose, on agrandit, on développe sa personnalité.

Passons à la définition de l'antisémitisme. Les dictionnaires disent: « hostilité systématique à l'égard des Juifs ». C'est vrai, mais ce n'est pas toute la vérité. Il faut ajouter plusieurs choses.

L'antisémitisme est déjà par définition anti-libertaire.

Primo, c'est l'antisémite qui décide qui est Juif. Déjà Karl Leuger, le notoire leader du parti social-chrétien antisémite d'Autriche à la fin du XIX^e siècle, disait: « C'est moi qui décide qui est Juif. » Hitler – fort influencé par les idées de Leuger – a dit et a fait la même chose. Par conséquent, le Juif se fait dérober son identité, il se voit nier le droit de former sa propre personnalité. Il est Juif et seulement Juif. Il reste Juif et ne pourra pas échapper à ce destin.

Secundo, l'antisémitisme est irrationnel, utilisant un mélange d'arguments (religion, race, culture, socio-économique) contradictoires, et pleins d'abstractions et de généralisations, en niant l'individu vivant.

Donnons enfin la définition du sionisme: « l'idée et la pratique de créer une société juive au pays biblique, Palestine/Israël ».

Socialisme, anarchisme et antisémitisme

Parlons maintenant de l'antisémitisme parmi les anarchistes et les socialistes. Il existe un livre de Edmund Silberner, *Sozialisten zur Judenfrage* (Les socialistes et la question juive, Berlin, 1962). C'est une lecture triste. Silberner a trouvé des remarques antisémites chez Fourier, Pierre Leroux, Proudhon, Bakounine, Marx, Engels, Benoît Malon, Augustin Hamon, Sydney et Beatrice Webb et d'autres. Chez Silberner, on trouve des socialistes de toutes les écoles, des réformistes et des révolutionnaires, des athées et des croyants, des socialistes d'origine juive et non juive.

En général, cet antisémitisme des socialistes est ignoré et même nié par leurs adhérents et admirateurs. Les anarchistes ne forment pas une exception. Ici, je m'intéresserai surtout à Proudhon et à Bakounine.

Comme chez tant d'antisémites, on trouve un mélange de qualifications irrationnelles sur des Juifs chez Proudhon et Bakounine: nation, religion, peuple, classe non productive, capitalistes etc.

Chez Proudhon, on trouve surtout des généralisations quand il parle des Juifs. Chez Bakounine, « être Juif » figure comme un argument dans la polémique contre des personnes. Et c'est lui qui décide que l'adversaire est Juif !

Les remarques les plus lamentables dans les écrits de nos deux pères de l'anarchisme ne furent pas publiées pendant leur vie. Les pires passages contre les Juifs se trouvent dans les *Carnets* de Proudhon et dans l'écrit contre Moses Hess de Bakounine publié par Max Nettlau dans le tome V des *Œuvres*. De fait, Hess lui aussi, qui appelait Bakounine un « barbare russe », est à blâmer. C'est regrettable, mais ce n'est pas une excuse pour l'antisémitisme de Bakounine. Ce dernier a eu même l'idée d'écrire une étude sur « les Juifs allemands ». Dans ses polémiques contre Marx, il utilise régulièrement l'expression « Allemand juif », dans un sens très négatif.

Nettlau, écrivant sur l'antisémitisme de Bakounine (introduction à l'édition allemande, *Werke III*), pensait que, si son héros avait vécu plus longtemps et avait vu le mouvement socialiste juif, il aurait peut-être écrit d'une autre manière sur les Juifs. Silberner n'est pas convaincu par cette remarque, et moi non plus.

On a dit aussi, en tâchant d'excuser Bakounine, qu'on doit tenir compte de l'époque et de l'histoire personnelle de Bakounine, fils de grand propriétaire ayant fait carrière dans l'armée russe. Mais on ne trouve pas d'antisémitisme chez Alexandre Herzen ni chez Pierre Lavrov, contemporains de Bakounine, révolutionnaires russes nés eux aussi dans l'aristocratie et la haute société. Au contraire : « Pourquoi parler des races juives ? » écrit Herzen dans une lettre à Bakounine, après la réception du manuscrit de l'écrit contre Moses Hess (on trouve la lettre dans leur correspondance).

Pierre Kropotkine, lui aussi aristocrate russe et officier de l'armée du tsar, était libre de préjugés anti-juifs et il a toujours fait acte

de présence dans des manifestations contre les pogroms et l'antisémitisme.

Une observation : quand Bakounine parle de « Juif allemand », l'adjectif « allemand » est aussi péjoratif que le mot « Juif »!

Le XIX^e siècle était plein d'idées préconçues et de généralisations sur les peuples et les races: « Les » Allemands sont autoritaires, mais aussi solides; « les » Français sont superficiels, mais ils ont de l'esprit, etc. À de rares exceptions près, on trouve chez tous les gens de progrès au XIX^e siècle une tendance à « l'orientalisme », c'est-à-dire à l'idée de la supériorité du monde européen face aux autres civilisations, avec des idées préconçues sur les peuples vivant en dehors de l'Europe et des États-Unis.

Le progrès, c'était l'europanisation du monde. Parmi les rares exceptions figure Louise Michel; en Nouvelle-Calédonie, elle était indignée du dédain que montraient ses camarades, les communards condamnés, pour la population indigène, les Kanaks, et leur civilisation.

Pour conclure cette partie : comme libertaires, il nous faut condamner Proudhon et Bakounine pour leur antisémitisme.

Les pogroms et la réaction des Juifs

En Russie, l'attentat réussi contre l'empereur Alexandre II en 1881 ouvre une époque de répression contre les Juifs, avec des pogroms et des persécutions. La législation et des mesures spéciales frappent tellement les Juifs que leur existence socio-économique, déjà très difficile, devient presque impossible.

La culture des Juifs est directement menacée et leurs droits légaux de plus en plus restreints. On commence à utiliser le mot « *Luftmenschen* » (hommes de l'air) pour les Juifs en Russie.

En dehors de Russie, on voit naître des mouvements antisémites populaires en Autriche, en Allemagne et en France. Ces mouvements ont souvent un caractère social et se dirigent contre l'ordre établi. D'où viennent-ils ?

Du développement du capitalisme, menaçant certaines catégories de la petite bourgeoisie et du prolétariat, et naturellement

d'une source plus ancienne, les vieux préjugés contre les Juifs, nourris par les Églises.

Les pogroms et l'antisémitisme ont provoqué des réactions différentes parmi les Juifs:

1. L'émigration des Juifs d'Europe orientale vers des pays plus libres. Jusqu'en 1914, deux millions de Juifs sont arrivés aux États-Unis et 300 000 en Angleterre. D'autres ont cherché leur futur en Argentine et dans d'autres pays de l'Amérique latine. Avec cette immigration, un prolétariat juif est arrivé dans le monde occidental, un prolétariat très pauvre.

2. La poursuite de la vie traditionnelle, soit en Russie malgré la répression, soit dans de nouvelles circonstances en Amérique ou en Angleterre.

3. L'assimilation dans la société existante.

4. Le mouvement révolutionnaire et socialiste.

5. Le sionisme.

Le mouvement anarchiste yiddish

Quelques mots d'abord sur le mouvement révolutionnaire juif – ou plutôt yiddish, et plutôt sur les mouvements. Des Juifs ont été actifs dans les mouvements marxistes, anarchistes et socialistes-révolutionnaires. Dans l'empire du tsar russe et dans l'empire d'Autriche-Hongrie, en Europe occidentale et en Angleterre, aux États-Unis et en Argentine.

Naturellement, l'idée fondamentale des mouvements révolutionnaires était que la libération des ouvriers était aussi la libération des Juifs et du genre humain tout entier. Non à l'assimilation dans l'ordre établi, l'ordre capitaliste. Le monde nouveau, encore à créer, sera la libération des Juifs.

L'organisation juive marxiste la plus connue est le Bund de Pologne et les marxistes d'origine juive les plus connus sont Rosa Luxemburg et Léon Trotsky. Parmi les anarchistes d'origine juive, Emma Goldman et Alexandre Berkman sont peut-être les plus fameux.

L'Angleterre, les États-Unis et l'Argentine ont connu des mouvements anarchistes yiddish de grande importance.

Le beau livre de William J. Fishman, *East End Jewish Radicals 1875-1914*, et les mémoires de Rudolf Rocker, *The London Years* et *En la Borrasca*, donnent des descriptions vivantes du mouvement yiddish dans l'East End de Londres avant la Première Guerre mondiale. Dans les mémoires d'Emma Goldman, *Living my Life* ou *L'épopée d'une anarchiste*, et dans les études de Paul Avrich sur l'anarchisme aux États-Unis – *The Modern School Movement*, *Anarchist Portraits* et *Anarchist Voices* – on trouve un nombre impressionnant de militants d'origine juive.

Rocker – Allemand et non juif – fut pendant vingt ans, avant 1914, l'âme du mouvement yiddish à Londres et le rédacteur de périodiques comme *Arbeiterfreund* et *Germinal*. Il était orateur, organisateur, inspirateur.

Le mouvement – et ceci est d'importance pour notre sujet – était un mouvement ouvert, solidaire avec des ouvriers non juifs et non libertaires (entre autres pendant la grande grève de 1912); tout le monde était bienvenu dans le club du mouvement (Lénine fut parmi les visiteurs).

En Amérique, les Juifs étaient une minorité parmi d'autres : « Il y a aussi eu des anarchistes juifs, unis par leur langue et par leurs traditions en sus de leurs convictions politiques », écrit Avrich dans *Anarchist Portraits* (p. 176).

De même, on trouve dans l'histoire de l'anarchisme aux États-Unis des anarchistes espagnols, des anarchistes italiens et des anarchistes allemands; chaque culture avait ses propres périodiques, ses organisations, ses traditions, etc. On a connu plus de 20 périodiques en langue yiddish aux États-Unis. Leur porte-parole le plus important, *Freie Arbeiter Stimme*, a existé pendant près de cent ans.

Il n'y a pas eu de différences entre l'évolution du mouvement yiddish et celle des autres langues ou cultures. De plus en plus, les vieux militants se sont intégrés dans la société américaine et les nouvelles générations ont achevé leur américanisation. Les enfants ont gardé souvent une certaine

sympathie pour les idées, mais ils ont quitté le mouvement et ils ne parlent plus les langues de leurs parents. C'est l'assimilation.

Assimilation et mouvement antisémite.

L'émancipation légale des Juifs est un produit de la Révolution française. Cela leur a ouvert en théorie la possibilité de s'assimiler et de s'intégrer. Mais dans la pratique sociale, ce n'est pas une loi. L'intégration n'est possible qu'à la condition d'être accepté par les autres membres de la société. Ainsi l'assimilation n'est pas qu'un choix libre du Juif, elle dépend des autres. Et parmi les autres on trouve des antisémites, niant, interdisant aux Juifs le droit de se développer, de former ou de changer leur propre identité.

Comme nous l'avons vu, c'est à la fin du XIX^e siècle que s'établissent les mouvements antisémites en Europe, avec des périodiques, des organisations et des partis politiques. C'étaient des mouvements populaires avec des programmes sociaux, faisant appel à la population tout entière, c'est-à-dire aussi aux ouvriers et aux autres couches sociales pauvres.

Pour les socialistes parlementaires, les antisémites n'étaient pas seulement l'ennemi, c'était aussi la concurrence, la compétition.

Antisémitisme et mouvement révolutionnaire

Confrontées à un parti antisémite ayant un programme social et démocratique, comme par exemple en Autriche, les réactions des socialistes témoignent d'une certaine peur. Dans une lettre de Karl Kautsky à Friedrich Engels de 1884 (citée par Silberner, p. 231), nous lisons à propos de l'Autriche: « Nous nous donnons beaucoup de peine pour éviter que nos gens ne fraternisent avec les antisémites. »

Fraterniser, voilà l'antisémitisme dans les rangs des socialistes eux-mêmes. En effet, il y avait à la Belle Époque une minorité, parmi les militants socialistes et anarchistes, qui avait une appréciation positive de l'antisémitisme et qui se déclarait même en faveur des pogroms en Russie. Chez les Narodniki russes, tant admirés par les libertaires en Europe, on trouvait malheureusement passablement d'antisémites.

Dans le raisonnement de certains révolutionnaires, le pogrom de Kichinev (1903) de triste mémoire, lors duquel des Juifs et leurs maisons furent attaqués, fut considéré comme le début de l'expropriation. Malgré la présence de passablement de Juifs dans l'organisation, la Narodnaïa Volia a lancé des appels aux pogroms !

Max Nettlau raconte (malheureusement, je n'ai pas retrouvé le texte) qu'en 1906, après le pogrom d'Odessa, il avait eu une conversation avec un révolutionnaire russe sur l'événement. Nettlau avait exprimé son étonnement du fait que les révolutionnaires à Odessa, lutteurs héroïques de la révolution de 1905, étaient incapables d'arrêter les antisémites. « Mais ce sont les mêmes personnes », fut la réponse du Russe. Ces cinq mots m'ont appris plus qu'une bibliothèque entière, tel est le commentaire de Nettlau.

« On commence par être antisémite, et on finit par devenir socialiste » fut le raisonnement et l'espoir de quelques militants. Parmi les libertaires accusés de ce raisonnement ou d'antisémitisme figurent Émile Janvion et Émile Pataud. Janvion a même parlé à un meeting d'antisémites. Fait curieux, ces militants ont toujours nié être antisémites. Dans les écrits d'Augustin Hamon, on trouve des remarques contre les Juifs, et Émile Pouget a utilisé dans ses articles des mots comme « youpin ».

Kropotkine, Rocker, Élisée Reclus, Sébastien Faure et la grande majorité des libertaires non juifs étaient toutefois des ennemis acharnés de l'antisémitisme. Bernard Lazare, lui-même libertaire d'origine juive, fut le premier défenseur de Dreyfus. Faure fut le grand organisateur de l'agitation en faveur de Dreyfus. Il fut suivi par Jean Grave et Pouget. Faure était déjà bien actif en faveur de Dreyfus quand des socialistes parlementaires comme Jules Guesde, Auguste Vaillant, voire Jean Jaurès, hésitaient encore.

Sionisme et anarchisme.

On le sait, le sionisme est né suite à l'affaire Dreyfus. On pourrait dire que le sionisme est le produit de l'antisémitisme. Les premiers sionistes, des hommes comme Theodor Herzl et Bernard Lazare, étaient des

assimilationnistes convaincus. Mais « l'assimilation n'est pas possible, l'antisémitisme est trop fort », voilà la leçon tirée de l'affaire Dreyfus par les sionistes. La conclusion qu'ils en tirèrent fut de réclamer la libération nationale pour le peuple juif.

Libération nationale n'est pas libération sociale, au contraire. La lutte contre la conception de la libération nationale d'hommes comme Mazzini et Garibaldi est un aspect central dans l'anarchisme de Bakounine. Nous ne pourrions pas nous attendre à ce que les anarchistes apprécient l'apparition du sionisme, ni que la presse libertaire y prête beaucoup d'attention. Certainement pas avant la Première Guerre mondiale.

Néanmoins, j'ai trouvé au tournant du siècle deux textes intéressants sur le sionisme et l'antisémitisme: le rapport « Sionisme et antisémitisme » pour le congrès international anarchiste à Paris en 1900, écrit par le groupe ESRI (Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes) et l'important livre d'Élisée Reclus, *L'Homme et la Terre*.

Le congrès de 1900 fut interdit par les autorités, mais les rapports ont été publiés dans le journal *Les Temps nouveaux* et en brochures.

Le rapport pose les questions: « Un socialiste, un anarchiste peuvent-ils logiquement être antisémites ? Doivent-ils même se mêler à un mouvement antisémite, avec l'espoir de détourner ce mouvement de son but primitif vers un résultat plus conforme à leurs aspirations ? »

La réponse des auteurs du rapport est non. On ne peut marcher avec des antisémites. Pour des raisons tactiques, on accepte et on marche avec une moralité sociale inférieure, mais d'abord par principe: « Nous y perdrons surtout de la dignité. »

Le rapport tâche d'expliquer l'antisémitisme dans le développement du capitalisme. La classe intermédiaire dont on a prédit « avec justesse » la disparition cherche un coupable pour ses problèmes économiques et sociaux et trouve le Juif. L'antisémitisme est fort dans les pays les plus réactionnaires, la Russie, l'Autriche-Hongrie.

En France c'est le produit de l'époque réactionnaire. On ne doit pas exagérer le danger de l'antisémitisme.

Le jugement du sionisme est négatif. C'est « sinon une lâcheté, au moins une faiblesse ». L'émigration des Juifs diminue le potentiel révolutionnaire; un sionisme capitaliste en Palestine n'est pas souhaitable et une tentative de sionisme communiste serait un échec.

Dans *L'Homme et la Terre*, le grand œuvre d'Élisée Reclus, publié en six volumes (1905-1908) après sa mort, l'auteur a consacré plusieurs passages aux Juifs. Dans le volume V, on trouve une photo du pogrome de Kichinev et une carte avec les lieux des pogromes en Russie. Reclus nie l'existence d'une race juive, un Juif allemand est trop différent d'un Juif portugais (malgré ça il utilise le mot « race » dans quelques passages). Mais les Juifs « constituent à certains égards une nation, puisqu'ils ont conscience d'un passé collectif de joies et de souffrances, le dépôt de traditions identiques ainsi que la croyance plus ou moins illusoire à une même parenté » (tome VI, p. 373). De l'autre côté, Reclus accepte le dicton : « C'est le ghetto qui a fait le Juif » et il ajoute: « En ouvrant les grilles du lieu maudit, on l'a plus qu'à demi déjudaïsé » (*ibid.*, p. 378). Pour lui, la question juive est d'abord une question économique et il s'attend à une assimilation graduelle. Même en Russie les Juifs, « quoique franchement atrocement persécutés, se russifient pourtant » (tome V, p. 467).

Reclus est un des rares libertaires qui parlent avec une certaine sympathie du sionisme : « Tandis que la masse des Israélites se borne à s'accommoder de son mieux aux circonstances, et compte sur la "patience et la longueur de temps", grands réparateurs des injustices, certains descendants incontestables de banquiers, de rabbins juifs, cherchent bassement à se perdre parmi les chrétiens, à faire oublier leur origine; mais d'autres, de plus noble métal, restent fiers de leur passé, revendiquent hautement leur nom, s'attachent à leurs légendes et, même lorsqu'ils ont cessé de croire, se réclament encore de la religion antique. Nombre de ces Juifs, trop étroitement patriotes pour se sentir solidaires avec

d'autres que les gens de leur race, ont même songé à se créer une vraie patrie matérielle, avec lois spéciales et frontières. Or, quel pays peut convenir pour devenir la patrie des Juifs si ce n'est pas la Judée, la "Terre de promesse" (...) ? » (tome VI, pp. 378-9)

Les colonies sionistes – à l'époque de Reclus toutes (sauf une) étaient établies sur le principe de la propriété individuelle – sont dans l'opinion de Reclus « une expérience économique et sociale du plus haut intérêt » (*ibid.*, p. 380) parce que cette expérience pourra donner la preuve que l'accusation des antisémites est fautive, selon laquelle « les Juifs sont incapables de cultiver les champs comme les gens des autres peuples ».

J'ai porté tant d'attention au rapport de 1900 et à l'œuvre de Reclus parce que tous deux me semblent représentatifs de la pensée de la majorité des anarchistes sur la question juive, sur l'antisémitisme et sur le sionisme. Surtout pour la période avant la Première Guerre mondiale, mais aussi pour beaucoup des militants dans la période après 1918.

En résumé :

1. Comme mouvement et dans ses idées, l'anarchisme a rejeté l'antisémitisme, mais les préjugés et surtout des remarques antisémites ne sont pas absents dans les publications anarchistes.

2. En général, les anarchistes ont sous-estimé le danger de l'antisémitisme dans la lutte pour la société libre. Il n'y a pas eu de propagande spéciale – avec des périodiques et des organisations – contre l'antisémitisme qui soit comparable à la propagande et à la lutte des libertaires contre des phénomènes comme le militarisme, l'alcoolisme, la religion, le colonialisme, etc.

3. Les anarchistes ont considéré l'antisémitisme comme un produit de l'obscurantisme (de l'Église) et du capitalisme.

4. Le sionisme fut considéré comme une lutte nationale, et l'anarchisme s'oppose à tout nationalisme.

5. On constate que les anarchistes ont peu porté attention à une lutte systématique

contre les idées reçues et les préjugés. Fait exception la lutte contre les religions et les Églises.

6. L'antisémitisme social – c'est-à-dire prendre une certaine distance par rapport aux Juifs dans la vie sociale et la vie privée, voir dans l'antisémitisme une conviction comme une autre – a été négligé. Mais au fond, cet antisémitisme social était plutôt un préjugé de la bourgeoisie que de la classe ouvrière.

Le nazisme.

Après la Première Guerre mondiale, le tsarisme et l'Autriche-Hongrie avaient disparu. L'Allemagne était devenue une république démocratique. L'antisémitisme était resté virulent dans les pays d'Europe orientale et centrale et fut considéré comme un phénomène de la droite politique.

La lutte contre l'antisémitisme était – comme avant 1914 – un aspect de la lutte générale pour une société libre. Dans la presse libertaire, on s'est intéressé aux victimes de l'antisémitisme, comme aux autres victimes de persécutions et des préjugés.

Rudolf Rocker mentionne l'antisémitisme en passant seulement dans son livre monumental *Nationalisme et Culture*, peut-être la contribution la plus importante à la pensée libertaire entre les deux guerres mondiales. Dans l'index de cet ouvrage, on ne trouve pas le mot sionisme.

Il va de soi que l'antisémitisme hitlérien et l'extermination des Juifs ont fait une impression profonde. Le nazisme a provoqué une nouvelle réflexion sur l'anarchisme. Le fondement de l'anarchisme traditionnel était l'idée du progrès, l'optimisme, la foi dans le futur, l'espoir: « Demain la révolution ». Cette espérance a disparu. Avec le nazisme et le totalitarisme, la civilisation occidentale était tombée dans la barbarie.

L'anarchisme des esprits les plus lucides devint plus modeste sous l'influence des horreurs du nazisme. Chez des hommes comme Rudolf Rocker, Max Nettlau et tant d'autres, on peut observer cette modestie déjà avant la Seconde Guerre mondiale. D'autres libertaires – à mon avis moins lucides – ont gardé des conceptions plus orthodoxes.

Israël et les Palestiniens

Comme tant de gens de gauche, beaucoup de libertaires, influencés par l'impuissance du mouvement ouvrier face au nazisme et au totalitarisme, se sont félicités de la proclamation de l'État d'Israël et sa capacité de survivre. La sympathie était humanitaire, plutôt que libertaire. On était heureux que des Juifs, toujours persécutés, aient enfin trouvé un pays où ils pouvaient vivre sans crainte de nouvelles persécutions.

Les anarchistes plus orthodoxes étaient plus ou moins indifférents à Israël, en disant que c'était « un État comme les autres ». Parmi les admirateurs, Augustin Souchy y fit un séjour de quatre mois (1951-1952) et écrivit un livre sur *El nuevo Israel*, plein de sympathie pour les kibboutzim.

Comme nous le savons, après la guerre de 1967 et l'occupation de la Cisjordanie, Israël a été de plus en plus critiqué par les nouvelles générations de gauche. Dans le conflit israélo-palestinien, on a pris parti en faveur des Palestiniens sans faire la critique de l'OLP et d'Arafat et sans tentative d'apaisement. Au contraire, on pourrait parler d'une identification.

Dans des articles sur le conflit parus dans une partie de la presse libertaire et antiautoritaire, on peut observer la même position. Elle a suivi la mode de gauche sans tenter de chercher une position libertaire.

Il y a de nouveau dans certains milieux une tendance à un nouvel antisémitisme. Suivant la propagande de l'OLP, on écrit « les » Juifs, « les » sionistes et on identifie complètement Israël, la politique d'Israël, les Juifs en dehors du pays et le sionisme.

On a copié l'habitude de la presse dans les pays communistes totalitaires et de la propagande de l'OLP d'utiliser toujours les adjectifs « impérialiste », « fasciste » avec le mot sionisme.

Cela m'a étonné et j'ai tâché, dans un article de la revue anarchiste néerlandaise *De AS*, d'approcher le conflit d'un point de vue libertaire. Voici quelques-unes de mes réflexions.

Il va de soi qu'on doit rejeter la politique israélienne, l'occupation de la Cisjordanie et la colonisation avec le vol des terres et de

l'eau, les violations des droits de l'homme. Israël doit abandonner ses colonies en Cisjordanie.

Il y a un changement remarquable en Israël et dans le sionisme. L'idée fondamentale du sionisme fut: « Nous les Juifs, nous voulons devenir un peuple comme les autres peuples, avec un territoire, un État. » C'était pour des hommes comme Herzl la raison d'être du sionisme, et pendant des années après la proclamation du nouvel État on a gardé cette conception. Mais après la guerre de 1967 on dit de plus en plus en Israël: « Nous ne sommes pas un peuple comme les autres. Nous sommes un peuple exceptionnel. Nous sommes le peuple élu. » Un peuple exceptionnel? C'est la négation du sionisme originel.

Si on juge le sionisme, on doit juger aussi le nationalisme palestinien. L'un et l'autre représentent le nationalisme et des mouvements de libération nationale. Comme nous l'avons déjà vu, l'anarchisme est né en luttant contre le nationalisme et l'idée de libération nationale.

Pas seulement au temps de Proudhon et Bakounine : entre les deux guerres mondiales, les libertaires étaient solidaires avec la lutte anticolonialiste et contre l'impérialisme, mais contre le nationalisme.

Il y a une différence intéressante entre l'OLP et tous les autres mouvements de libération nationale. Seule l'OLP a voulu la destruction de l'ennemi comme État, comme entité nationale. Les autres ont lutté seulement pour la fin de la colonisation, pour la liberté nationale. Si par exemple l'Indonésie avait demandé dans la lutte anticolonialiste la liquidation des Pays-Bas, le conflit entre les deux pays ne serait pas encore terminé aujourd'hui !

La création de l'État d'Israël, les guerres et l'occupation ont créé des tragédies humaines pour les Palestiniens et beaucoup d'injustices. Mais il y a des injustices qu'on ne pourra pas redresser sans créer de nouvelles injustices. Par exemple, le retour des réfugiés au Liban à leurs anciens domiciles (ou mieux, aux domiciles de leurs parents et grands-parents) sur le territoire israélien.

Le problème des réfugiés au Liban est dramatique et plein d'injustice, mais ne diffère pas du destin tragique de dizaines de millions d'autres réfugiés, victimes des guerres et de la politique au XX^e siècle.

Israël a demandé des frontières défendables, des frontières sûres. Mais la seule garantie pour une frontière en sûreté, c'est la paix, pas la paix de la conquête ou de la victoire, mais la paix profonde entre des peuples, qui veulent la paix et respectent les droits des autres.

J'ai trouvé certains parallèles entre le conflit au Moyen Orient et la guerre de quatre-vingts ans entre les Pays Bas et l'Espagne au XVI^e siècle.

D'abord entre Guillaume le Taciturne (le prince d'Orange) et Yasser Arafat. Les deux ont toujours cherché de l'aide dans d'autres pays. Guillaume chez les princes protestants en Allemagne, en France et en Angleterre. Cette politique s'est toujours terminée sur un échec. Enfin ce fut la lutte des gueux et de la population des villes, avec le slogan « Aidez-vous vous-mêmes », qui a apporté la victoire aux rebelles.

Arafat, comme le Prince d'Orange, a cherché – et cherche encore – l'aide d'autres pays: Égypte, Syrie, Iran, Irak, Russie, États-Unis, etc. Mais c'est l'Intifada de la population elle-même (et en dehors du cadre de l'OLP) qui, enfin, a aidé les Palestiniens de Cisjordanie. Certes, je n'aime pas la violence, mais la violence d'une Intifada ne pourra jamais menacer l'existence d'Israël. Ainsi, malgré la violence et la douleur, j'ai salué l'Intifada. Et je trouve dommage qu'Arafat et l'OLP aient plus ou moins « volé » l'Intifada. Maintenant on est revenu à la politique de gagner quelque chose avec l'aide d'autres puissances régionales et mondiales.

On doit accepter la division. Après la guerre de quatre-vingts ans, les Pays-Bas étaient divisés: la république libre et protestante au nord, la continuation du régime espagnol et catholique au sud, une partie annexée par la France.

Entre le nord et le sud, une partie que nous pouvons comparer avec la Cisjordanie, un territoire sous la souveraineté des autres provinces et gouverné comme un pays occupé

parce que sa population était restée catholique.

Je pense que le sort des Palestiniens sera comparable. Un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza.

Les Palestiniens devenus Israéliens (maintenant encore citoyens de deuxième classe). Pour les Palestiniens dans les camps de réfugiés dans des pays en dehors de Palestine, leur intégration dans ces pays – comme nous le voyons déjà en Jordanie – me semble la seule solution possible.

Mes réflexions n'offrent pas une solution anarchiste au conflit. Mais elles sont peut-être utiles pour une approche libertaire. N'oublions pas que l'anarchisme est né dans une tradition. Cette tradition est bien formulée dans les titres de deux livres de Thomas Paine. Paine était citoyen de la Révolution française et citoyen de la Révolution américaine, mais dissident dans les deux révolutions. Les titres de ses livres sont *Le droit des hommes* et *Le bon sens*. Ajoutons encore un mot: la paix.

Rudolf De Jong

Rudolf De Jong

Quelques remarques générales sur l'anarchisme, « les Juifs », le sionisme et l'anti-sémitisme, avec quelques informations concrètes sur les Pays-Bas

(Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à reproduire cet article. Y.C.)

1 Remarques générales

Il y aurait de bonnes raisons d'écrire ici le mot Juifs avec des guillemets — « Juifs » — parce qu'il y a eu et il y a, en particulier au sein du mouvement anarchiste et d'autres mouvements révolutionnaires, beaucoup de gens d'origine juive, sans qu'ils soient juifs au sens religieux du terme. Mais, bon, pour des raisons pratiques, je n'utiliserai pas de guillemets.

Alors, un Juif, c'est quoi ?

Selon moi, c'est un aspect de la personnalité d'un certain individu. Le contenu de cet aspect et l'importance qu'il revêt pour la personne en question ne dépend que d'elle. En d'autres termes; chacun doit décider pour lui-même s'il est juif, et de quelle manière. Il est donc possible, en même temps, de se considérer Juif et d'être athée. J'espère pouvoir illustrer ceci par l'exemple de la personnalité de Gustav Landauer.

Beaucoup de militants anarchistes étaient juifs. Beaucoup avaient des racines allemandes, russes ou d'Europe de l'Est, et beaucoup immigrèrent en Amérique ou en Europe de l'Ouest. Leurs idées anarchistes ne furent pas influencées par la religion de leurs parents, ou alors de manière négative. Je ne vois guère de différence entre l'attitude de ces anarchistes juifs envers la religion et celle d'autres libertaires. Il y a certainement beaucoup à dire quant à leur importance pour le mouvement, je

mentionnerai quelques personnes et quelques mouvements.

L'antisémitisme a été « justifié » par des raisons religieuses, des raisons socio-culturelles et économiques, des raisons racistes ou politiques. Nous trouvons surtout un mélange de ces arguments. L'antisémitisme s'oppose à toutes les formes de libéralisme, de socialisme et d'anarchisme, il s'oppose aux droits de l'homme les plus fondamentaux et il s'oppose au droit des personnes de décider pour elles-mêmes si elles veulent être juives et de quelle manière.

Néanmoins, le fait honteux demeure; on trouve des remarques antisémites et de l'antisémitisme dans des écrits d'anarchistes. Proudhon, Bakounine et d'autres doivent être mentionnés ici. Nous devons analyser leur antisémitisme et la réaction des autres anarchistes. Et nous devons nous demander si leur antisémitisme était différent d'autres formes de préjugés (préjugés nationalistes par exemple) parmi les libertaires. Nous devons aussi nous demander s'ils différaient des autres révolutionnaires et socialistes dans leur attitude à l'égard des Juifs et dans leur anti-sémitisme.

L'antisémitisme en tant que mouvement social date de la fin du XIX^e siècle (affaire Dreyfus, pogroms en Russie, mouvements sociaux chrétiens, catholiques, en Autriche).

Il a été, avec peut-être quelques exceptions, rejeté par les anarchistes.

Le sionisme a été d'une manière décisive la réaction contre les mouvements sociaux antisémites. Un rapport anarchiste intéressant sur l'antisémitisme et le sionisme a été pour le congrès anarchiste international (interdit) de Paris en 1900. L'antisémitisme est resté rare dans les écrits anarchistes en tant que problème spécifique.

La réaction libertaire au nazisme et à la Shoah (l'Holocauste) n'a pas été particulièrement différente des réactions des autres personnes civilisées. Néanmoins, elle a fait voir à nombre de libertaires que leurs conceptions du progrès et de la révolution avaient été trop optimistes. Nombre d'entre eux abandonnèrent donc leurs espoirs révolutionnaires en faveur de buts libertaires plus modestes. J'ai trouvé peu de signes d'intérêt envers les kibboutz dans les écrits anarchistes, à l'exception d'Augustin Souchy.

2. Les Pays-Bas

Les Pays-Bas ont une réputation de tolérance. Il s'y est néanmoins trouvé un antisémitisme socio-culturel et religieux de forme modérée. Sous ces formes modérées, il a souvent été socialement accepté, comme cela a été le cas pour d'autres préjugés religieux et racistes.

Il a été rare dans les cercles anarchistes et socialistes.

Dans le mouvement syndical, la Hollande, et en particulier Amsterdam, a connu un syndicat de travailleurs du diamant, l'ANDB. L'ANDB n'était évidemment pas religieux, mais la quasi-totalité des travailleurs du diamant provenaient de la communauté juive d'Amsterdam.

L'ANDB était un syndicat modèle, selon les idées social-démocrates: discipline, leadership fort, rejet de l'action directe, collaboration avec le parti, etc. Les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires étaient donc les ennemis

déclarés de l'ANDB. Dans la biographie d'Henri Polak, le leader de l'ANDB, je n'ai trouvé qu'une seule fois une accusation antisémite dirigée contre Polak par un anarchiste; cet anarchiste était lui-même juif.

L'antisémitisme culturel était rare dans les cercles libertaires. Cependant, dans les années 30 au moment où Hitler était déjà au pouvoir, il y eut une discussion acerbe dans la presse libertaire au sujet de remarques antisémites dans le *Vrije Socialist* et de son rédacteur en chef G. Rijnders.

Après la création de l'État d'Israël, il y a eu des discussions sur le sionisme, l'existence d'Israël, sa politique, etc. Ces discussions ne différaient pas beaucoup de celles qui avaient lieu entre d'autres gens. Le célèbre écrivain libertaire A.L. Constandse fut impliqué dans ces débats.

3. Israël et les Palestiniens

Dans le mouvement anarchiste, les discussions et les positions quant au conflit entre Israël et le monde arabo-palestinien ont souvent été une question de « de quel côté es-tu? » Les plus âgés des anarchistes ont en général été en faveur d'Israël, voire très heureux de son existence, et ils acceptaient sans beaucoup de critiques la position israélienne dans le conflit. Dans les années 60, le courant s'est renversé: les jeunes anarchistes et les activistes ont adopté sans réserves la position palestinienne et défendu les activités de l'OLP. Parfois cette position anti-israélienne a été mêlée d'anti-sémitisme. C'est surtout en France que l'on en a discuté.

Je crois qu'une approche anarchiste du conflit est possible. On doit abandonner l'approche nationaliste et cesser d'admirer les mouvements de libération nationale.

La conception anarchiste de la révolution sociale a été en partie formulée (et c'était une partie essentielle) dans les débats idéologiques de Proudhon et

Bakounine contre l'idée de révolution nationale, défendue par des hommes tels que Garibaldi et Mazzini. Aujourd'hui, l'accent doit être mis sur les droits de l'homme des gens ordinaires et contre l'idée de l'identité nationale, l'État.

Dans la revue libertaire néerlandaise *De AS*, j'ai essayé de formuler une approche à la fois anarchiste et réaliste, sans me faire trop d'illusions. J'ai comparé Yasser Arafat au héros national hollandais Guillaume d'Orange et je les ai blâmés

tous deux pour la même raison; ils ont demandé partout aide et prestige, en oubliant de s'aider eux-mêmes.

Après tout, la paix véritable est une paix entre êtres humains, pas un état de non-guerre entre États.

Rudolf De Jong

Ronald Creagh

L'Horreur ethnocratique

Trois questions sur le Moyen-Orient

(Ce texte se trouve sur le site Recherche sur l'anarchisme. Nous remercions l'auteur de nous avoir autorisés à le reproduire.Y.C.)

Le drame du Moyen-Orient préoccupe, passionne, aveugle. Une saine réflexion impose de rechercher une position qui corresponde à la fois aux exigences de l'éthique et à celles de l'efficacité.

Un peu de notre âme est dans ce berceau d'une partie de l'humanité. Et mille questions se posent: pourquoi ces perpétuels conflits? Peuvent-ils nous affecter? Où veut-on nous mener? Pouvons-nous et devons-nous agir?

On posera trois questions:

** Pourquoi s'intéresser à la Palestine?*

** La coexistence d'un État d'Israël et d'un État de la Palestine est-elle la solution souhaitable?*

** Quelle est la structure des rapports entre les deux populations?*

Cette réflexion se conclura par quelques propositions pour une action efficace et inspirée par l'éthique.

Mais comme l'auteur ne dispose pas du privilège de l'infaillibilité, il recevra avec reconnaissance les critiques, commentaires et suggestions. On trouvera son adresse à la fin de ce texte.

- Pourquoi s'intéresser à la
- Palestine ?

On peut d'abord remarquer que le drame palestinien est loin d'être le seul du monde contemporain. On ne parle guère pourtant des millions de Chinois atteints par le SIDA, du fait de l'incurie des services étatiques, des guerres endémiques qui sévissent dans plusieurs régions du

globe, des pays en ruine d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud. En effet, depuis le XIX^e siècle aux États-Unis, et de plus en plus fréquemment ailleurs, quand les médias et les campagnes électorales ne se livrent pas aux discussions triviales, leurs débats sont strictement circonscrits aux intérêts des classes dirigeantes et le choix des positions acceptables est exclusivement orienté selon leurs intérêts. Ce n'est que lorsque des conflits internes opposent les magnats de la finance, de l'industrie ou de la politique qu'ils prennent à témoin l'opinion publique afin de la rallier à leur camp. Ce fut le cas, par exemple, au cours de la guerre du Vietnam.

Les médias ne parlaient guère du sort des Palestiniens pendant toute une époque. S'ils le déplorent maintenant, c'est parce qu'il existe un désaccord entre les décideurs : le gouvernement israélien d'une part, celui des États-Unis de l'autre.

Sans doute, les gouvernements étatsunien et israélien sont d'accord sur l'existence et la nature de l'État palestinien, qu'ils entendent maintenir dans une situation de colonisé et un principicule de plus ne changerait pas grand-chose à la situation. Mais Bush est embarrassé par son émule, Sharon, car les cadavres des Palestiniens hantent le monde arabe et le lui aliènent.

Il souhaite rétablir le calme au plus tôt afin de pouvoir reprendre ses propres massacres, en Irak ou ailleurs. Ainsi sommes-nous enfermés dans l'espace contraignant d'un discours qui nous impose à la fois l'objet de notre réflexion et ses propres alternatives.

Ainsi le Moyen-Orient ne peut nous laisser indifférents et s'il existe d'autres lieux sinistres, la proximité de celui-ci offre peut-être plus de possibilités d'action. Néanmoins, nous ne pouvons engager la réflexion avec des cartes faussées et nous trouver coincés dans une seule alternative, reconstruire ou non l'État palestinien, quand il existe d'autres possibilités.

*** L'État est-il une solution ou fait-il partie du problème ?**

Les militants de gauche raisonnent que si les Juifs ont droit à un État, les Palestiniens aussi. C'est vrai. Et aussi les Basques, les Bretons, les Corses, les Québécois, le Val d'Aoste, les Arméniens, les Kurdes et les Gitans.

La situation d'urgence, le réalisme semblent imposer cette solution et certains anarchistes l'appellent de leurs vœux: on ne peut laisser se perpétuer un ethnocide. Le mouvement libertaire se trouve divisé, comme il l'a été en 1914, en 1939, et plus récemment au moment de la guerre d'Algérie. Peut-il défiler avec des gens qui crient «Allah akhbar », doit-il réclamer un État Palestinien, pour mettre fin au massacre ? Peut-il s'isoler d'un mouvement social toujours plus visible ? Dans sa position ultraminoritaire, a-t-il d'autres choix ? Il ne peut s'exposer au reproche de Péguy aux chrétiens : « Ils ont les mains propres, mais ils n'ont pas de mains. » Encore faut-il bien analyser la situation et les possibilités offertes à la mouvance libertaire.

Mais le réalisme est que la décision d'un État se fera sans demander l'avis des libertaires. D'une part, on peut toujours appeler État n'importe quelle collectivité territoriale, et même, pourquoi pas, une île déserte ou un camp de réfugiés.

Quel esprit libertaire peut-il dans la même phrase réclamer l'autonomie d'un peuple et en faire le captif d'un État ? N'est-ce pas contradictoire et pervers ? L'État d'Israël fut une erreur historique, dénoncée d'ailleurs par certains juifs.

Dès 1906, le journal anarchiste *Mother Earth*, publié par Emma Goldman et des militants qui étaient pour la plupart d'origine judaïque, déploraient ce repli identitaire. Selon eux, les Juifs constituaient un peuple élu au sens où leur statut social les incitait à être les meilleurs combattants de toute guerre de libération. Le repli nationaliste constituait un abandon de l'esprit internationaliste si caractéristique de la judéité et aboutissait à un retrait du mouvement révolutionnaire international. Cette régression, ce rétrécissement des perspectives n'offrirait rien en échange : les Polonais avaient bien obtenu la souveraineté nationale qu'ils réclamaient, cela ne les avait pas empêchés d'être la proie de la Russie¹.

L'opposition au nationalisme juif n'était pas limitée aux cercles radicaux, elle s'exprima aussi dans des milieux conservateurs. Le « Conjoint Committee » pour les questions concernant les communautés juives de l'étranger, fondé en 1878 par les deux principales organisations juives britanniques, le Board of Deputies et l'Anglo-Jewish Association, publiait le 24 mai 1917 dans le *Times* de Londres la déclaration suivante : « L'établissement en Palestine d'une nationalité juive fondée sur la théorie de l'absence de toute patrie pour les Juifs aurait pour conséquence de faire considérer les Juifs comme des étrangers dans leurs pays d'origine, et de compromettre leur situation péniblement acquise de citoyens et de nationaux de ces pays. Bien plus, une nationalité juive politique, poussée à sa conclusion logique, constituerait dans l'état actuel du monde un véritable anachronisme. Le seul critérium certain d'un Juif étant la religion juive, une nationalité juive devrait nécessairement se fonder sur la base de la religion et être limitée à elle. On ne saurait admettre un instant qu'un groupement quelconque de Juifs puisse aspirer à un État constitué sur une base religieuse et limité aux questions de liberté de conscience. Cependant une nationalité religieuse peut-elle avoir

quelque autre formule politique ? La seule alternative serait l'établissement d'une nationalité juive temporelle, établie sur quelques vagues principes de race et de particularités ethnographiques ; mais une nation ainsi conçue ne serait pas juive au sens spirituel du mot ; son établissement en Palestine serait la négation de tout idéal, de toutes les espérances par quoi la restauration de la vie juive en ce pays se recommande à la conscience et à la sympathie du judaïsme. »

Encore récemment, le 7 février 2002, le Congrès rabbinique de l'État de New York remettait en cause, pour des raisons religieuses, l'existence de l'État d'Israël : « L'observation des préceptes de la Torah interdit aux Juifs d'avoir un État, cet État fût-il religieux. »

Dans le camp opposé, les interventions du Hamas, du Hezbollah ou même d'Arafat n'augurent rien de positif. Les deux premiers manipulent le terrorisme en étant sans doute eux-mêmes manœuvrés par des pays musulmans et des services secrets occidentaux qui cherchent à vassaliser les Palestiniens. Quant à Arafat, il faut lui demander des comptes : l'Union européenne lui a versé des milliards. Où sont-ils passés ?

Ne pas s'enfermer dans la question de la nécessité d'un État. S'affranchir du déluge d'explications que déversent les médias. Tout cela relève plus de concepts recyclés d'un passé immédiat que d'une analyse en profondeur.

Les sciences politiques ont forgé des outils pour appréhender quelque dix mille ans d'histoire — celle des États —, ce qui ne représente guère qu'une infime proportion de l'histoire de l'humanité. Cinq minutes d'un bon film ne suffisent pas pour le comprendre.

L'apparition des « grandes civilisations » n'a pas éliminé les guerres tribales du passé mais les a sans doute exacerbées. Les « progrès » des techniques militaires permettent de perfectionner les traumatismes et les assassinats collectifs. Les styles et les mentalités se transforment,

les formes diverses de groupes primaires persistent. Aucun continent n'échappe aujourd'hui aux querelles ethniques.

Et leur explication s'accompagne d'un éternel malentendu. On examine les responsabilités de l'État, les luttes de classe, les aspirations suscitées par telle ou telle culture ethnique contestataire, les points de cristallisation des conflits.

On ne saisit pas le point aveugle des collectivités dominantes et contestées : celles-ci ne veulent pas voir que les contestataires les considèrent, elles aussi, comme de simples groupes ethniques. Les Français de France, par exemple, ne se perçoivent pas comme une ethnie mais comme une culture et une civilisation.

Les majorités prétendument silencieuses se découvrent soudain minoritaires. Aux États-Unis par exemple, elles se voient contraintes d'offrir des gages symboliques en recrutant quelques minoritaires pour exercer dans leurs institutions des fonctions de représentation.

En France, le courant lepéniste, d'extrême droite, s'invente un passé imaginaire et, sous couvert de nationalisme, exprime sans le dire des revendications de type ethnique. Même les politiciens conventionnels utilisent le vocabulaire respectable des politologues ; ils parlent d'intégration, de citoyenneté, d'État de droit, et dénoncent même ce qu'ils conçoivent comme une forme de colonialisme ou d'impérialisme. Or la domination ethnique ne signifie pas seulement qu'une ethnie est dominée : il y a souvent aussi une ethnie dominante.

Pour les dominés, l'intégration est impossible en dehors des alliances matrimoniales. Celles-ci sont particulièrement difficiles lorsqu'à l'obstacle financier et politique s'ajoutent les intransigeances dogmatiques des religions et des rites ethniques.

Ce type particulier de domination qu'est l'ethnocratie est volontairement ignoré par les médias, mais aussi par des observateurs politiques qui n'hésitent pourtant pas à parler d'ethnocide.

* **Ethnocide ou ethnocratie ?**

Israéliens et Palestiniens vivent une tragédie, mais la situation est loin d'être symétrique. Il existe d'un côté une puissance militaire majeure, soutenue par une superpuissance hégémonique, de l'autre un chapelet d'îlots où subsiste une population isolée et sans défense. Une grande partie de celle-ci vit dans de misérables camps de réfugiés et survit à une occupation militaire qui dure depuis trente-cinq ans, c'est-à-dire le temps d'une génération. Sa condition est comparable à la situation des Noirs d'Afrique du Sud, au temps de l'apartheid : ces groupements humains ne sont que des colonies, même s'ils sont gratifiés de tous les emblèmes d'un État. Si certaines de leurs organisations se sont lancées dans des attentats suicides, qui relèvent assurément du terrorisme, ces actes se déroulent dans un cadre qui n'est pas celui d'une guerre, comme le disent les commentateurs, mais d'une guerre **coloniale**. De plus, l'invasion israélienne de leur territoire, après l'implantation systématique de colonies israéliennes dans ces enceintes, s'ajoutant aux déclarations de Sharon d'introduire dans le pays deux ou trois millions de juifs, ressemble fort à une volonté d'éliminer une population par tous les moyens possibles, voire à un ethnocide.

Le terme est-il trop fort ? Sans doute, une autorité dans le domaine de l'anthropologie, Pierre Clastres, a-t-il utilisé le mot au sujet de la destruction de la culture d'un groupe ethnique. Et il est vraisemblable que l'ethnocide culturel ait été introduit par le monothéisme, car les groupes polythéistes acceptaient l'existence d'autres divinités (2). Depuis, au nom de la religion, mais aussi du progrès ou de l'État, on a éradiqué des milliers de cultures. Tous les peuples connus sont ethnocentriques et, généralement, méprisent les autres. Seuls les monothéistes sont ethnocidaires et la civilisation capitaliste, qu'elle soit libérale

comme aux États-Unis ou communiste comme en Chine, a repris cette vision hiérarchique des cultures: contrairement aux autres sociétés, le mépris ne suffit pas, il faut imposer son mode de vie.

Mais cette définition, trop large, demande à être précisée. À la différence du génocide, extermination physique d'un groupe ethnique, national, religieux ou racial, l'ethnocide peut être défini comme la destruction partielle ou totale de l'organisation politique, sociale, économique et culturelle d'un groupement humain : « l'Histoire pullule d'exemples qui montrent que l'on peut supprimer un groupement humain sans pour autant supprimer physiquement ses membres dès lors que l'on détruit toutes ses formes d'organisation ».

Il est important de clarifier la situation juridique des crimes perpétrés, mais on ne peut s'en tenir là : l'ensemble du contexte social doit être pris en compte, et c'est là que peut se révéler un concept fort utile, celui d'ethnocratie, sans doute forgé par Oren Yiftachel, géographe, Université Ben Gourion de Beer-Sheva (Israël), qui d'ailleurs l'applique à la situation d'Israël

« L'ETHNOCRATIE est un type de régime très répandu à travers le monde, mais il est rarement un objet d'étude dans le champ des sciences sociales. Son objectif principal est de faciliter l'expansion, "l'ethnisation" et la domination d'une nation-ethnie (ou "groupe titulaire") sur un territoire et un État contestés. On trouve des exemples récents de régimes ethnocratiques au Sri Lanka, en Malaisie, Israël/Palestine, Estonie, Serbie ou Irlande du Nord.

« Un régime ethnocratique procède de la combinaison de trois principales forces historiques et politiques en un même temps et un même lieu: (a) la colonisation, mouvement de population qui permet de contrôler un territoire étranger; il peut être externe (vers un autre État ou continent) ou interne (au sein d'un même État); (b) l'ethno-nationalisme, qui s'appuie sur le droit d'auto-détermination nationale pour

justifier les vues expansionnistes de la nation-ethnie dominante; (c) la “logique ethnique” du capital, qui tend à stratifier les groupes ethniques en des ethno-classes par des procédures inéquitables de mobilité des capitaux, d’immigration et de globalisation économique.

« De l’action concertée de ces trois forces découlent plusieurs caractéristiques fondamentales dans la plupart des ethnocraties:

« – l’ethnicité et, souvent, la religion déterminent le partage des ressources et des pouvoirs, plutôt que la citoyenneté ;

« – la nation ethnique dominante s’approprie l’appareil d’État et donne forme au système politique, aux institutions publiques, à la géographie, à l’économie, à l’immigration, aux lois et à la culture, de façon à étendre et consolider son pouvoir sur l’État et le territoire; la logique ethnique de répartition du pouvoir polarise le corps politique et le système de partis;

« – les frontières géopolitiques sont floues et privilégient souvent les membres du groupe ethnique dominant dans la diaspora, au détriment des minorités;

« – la ségrégation des “ethno-classes” et la stratification socioéconomique sont essentielles et visent à préserver les frontières géographiques, politiques, économiques et sociales sur une base ethnique.³»

Israël n’est pas une démocratie, ce qui signifierait que les institutions étatiques soient gouvernées par l’ensemble des citoyens. Il a en effet été établi une distinction entre « citoyenneté » et « nationalité », qui fait que les Palestiniens ont la citoyenneté mais pas la nationalité; et dans les territoires occupés ils n’ont même pas cette citoyenneté, alors que les occupants israéliens peuvent voter et, en fait, leurs voix changent l’équilibre des forces à l’intérieur du pays. De plus, les Juifs du monde entier ont le droit d’acheter des terrains, ce qui est dénié aux Palestiniens. Ces acquisitions ne deviennent pas propriété d’État, mais

propriété inaliénable des juifs du monde. La société est donc bien assise dans un cadre juridique ethnique et non dans celui d’une démocratie.

La désarabisation s’appuie sur l’idéologie religieuse. On parle de « rédemption de la terre, » ce qui en est la sacralisation. On réécrit l’histoire en parlant d’un « retour » après un « exil forcé » alors que des Juifs demeurèrent en Palestine des siècles après la destruction du Temple.

Le mouvement sioniste a permis la création de la Fondation nationale juive, qui a le droit d’acheter la terre, et aussi d’autres associations. L’Organisation sioniste mondiale/Agence juive fait partie du gouvernement et dispose parfois d’un budget égal à celui de l’État d’Israël, et elle reçoit de cet État d’énormes pouvoirs. Par exemple, elle a eu pour mission d’encourager la natalité, de manière à ce que les juifs aient plus d’enfants que les Arabes.

Cette réflexion, appliquée au rapport entre Israël et la Palestine éclaire la situation globale et ouvre les différents axes d’une action constructive (4).

* **Conjuguer l’éthique et l’efficacité**

La situation minoritaire de la mouvance libertaire, ses positions politiques, l’écartent d’office des décisions internationales. C’est aussi un atout. Elle évite ainsi d’être compromise dans une gestion immédiate, dictée par les intérêts des Grands. Ainsi libérée, elle a tout loisir de se consacrer à une réflexion sur les grandes questions et à une efficacité sur le long terme. Elle peut se demander, par exemple, s’il est souhaitable de laisser aux générations futures un héritage de conflits.

Une réflexion libertaire se situe hors de la morale et se place dans le champ de l’éthique. La morale, en effet, ne peut se justifier ni par l’évolution des mœurs ni par une décision démocratique ; le décideur doit donc se camoufler sous des valeurs qu’il proclame « essentielles » et qui lui seraient dictées de l’extérieur ; il invoque les traditions du groupe ou les grandes

sources d'inspiration de l'humanité, une divinité transcendante, une substantifique nature humaine, un incontournable droit de l'homme. À ces morales imposées au nom d'un impératif, l'éthique libertaire oppose son propre examen des rapports de forces en présence, elle évalue leur capacité à augmenter l'autonomie des êtres qui y sont impliqués, et elle s'assume comme instance de décision individuelle et collective.

Elle se rappelle aussi, et dans le même temps, que la valeur d'un acte ne tient pas aux seules intentions; elle est fonction de ses conséquences. Le travail constructif est plus fécond que la dénonciation tous azimuts ; et il est plus honnête de s'engager dans son propre lieu de vie que de déplorer ce qui se passe ailleurs.

À court terme, les Français, par exemple, peuvent réclamer l'interdiction des milices privées, tel le Bétar des sionistes⁵, pratiquer le boycott des produits d'Israël et lutter contre la désinformation organisée par les belligérants.

Israël connaît aussi des inégalités économiques et sociales, et tout le monde, loin de là, ne profite pas du conflit. Éviter de confondre le peuple avec ses élites économiques, politiques et religieuses est une première étape de la réflexion et de l'action, ne serait-ce que pour ne pas se laisser emporter par la passion.

Nous devons surtout un soutien aux militaires insoumis et aux partisans israéliens et palestiniens d'une entente entre les peuples. Il est temps d'organiser leur défense et de l'exprimer sur la place publique avec la Ligue des droits de l'homme, avec les pacifistes, mais aussi avec toutes les associations et personnes actives dans la défense de la dignité humaine. À la passion sadique pour les récits des guerres nous pouvons substituer les épisodes et structures qui constitueraient une histoire de la tolérance. Juifs et Arabes ont des passés fort honorables qu'ils pourraient redécouvrir. Mais commençons par balayer devant

notre porte: luttons sans relâche contre l'antisémitisme et le complexe de supériorité à l'égard des Arabes.

Enfin, à long terme, l'autonomie des personnes sur l'ensemble du territoire palestinien ne peut s'entendre que dans une structure fédérative à laquelle tous participent sur des bases affinitaires plutôt qu'ethniques, même si celles-ci se recoupent souvent. Plutôt que de voir deux populations s'exterminer, n'est-ce pas la seule solution viable ? Le passé ne revient jamais, mais les peuples changent. Qui aurait pu prédire, il y a moins d'un siècle, que des pays comme l'Allemagne et la France échangent leurs jeunesses et leurs savoirs, et même qu'ils formeraient une Union supérieure à leurs États respectifs ? Un avenir acceptable n'est possible que s'il est déjà intensément désiré.

Ronald Creagh

1^{er} janvier 2003

(1) *Mother Earth*, New York, vol. I, (March 1906) n° 1, « Atavism ».

(2) Les récits des missionnaires chrétiens sont remplis de narrations sur leurs conflits avec les « sorciers » et autres magiciens, et il suffit de se rendre à Bethléem pour voir les rivalités séculaires de ces divers monothéismes.

(3)

<http://www.liberation.com/omc/dico/germ_ethnocratie.php3> *

(4) Le caractère crypto-ethnique des groupes religieux mériterait une longue étude, par exemple au sein des collectivités dominées, comme la Pologne le fut longtemps, ou encore dans les communautés d'immigrants.

(5) En France, par exemple, il est autorisé depuis 1923.

• On trouvera quelques explications sur ces notions dans un article d'Oren Yiftachel sur les Bédouins d'Israël publié dans la revue *Transeuropéennes* n°22 (NDLR).

Tout lecteur qui souhaite réagir à ce texte peut écrire à :

Ronald Creagh c/o IRSA-CRI

17 rue Abbé de l'Épée 34 090 Montpellier